

Petits bras

**PLUTÔT QUE DE GROSSIR**

les rangs, il devient urgent d'organiser les troupes. Mais lancer la pêche aux praticiens étrangers permet de ne pas froisser les opposants du milieu médical à la régulation de l'installation.

# CES MÉDECINS QU'ON VA CHERCHER À L'ÉTRANGER

**L**ors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, Gabriel Attal a annoncé la nomination prochaine d'un émissaire « chargé d'aller chercher à l'étranger des médecins qui voudraient venir exercer en France ». Voilà donc la dernière d'une longue liste de mesurètes du gouvernement pour lutter contre les déserts médicaux. Comme autant de micro-annonces, sans ambition, régulièrement lancées pour assurer que, si, si, il fait attention à la santé des Français. Et ce, alors même que le dernier remaniement en a supprimé le ministère. Une performance !

Entendons-nous bien : régulariser les praticiens étrangers, comme l'a récemment déclaré le gouvernement, était une nécessité. Pour les 4 000 à 5 000 médecins formés hors de l'Union européenne qui permettent à l'hôpital de fonctionner, exercer à un poste à la hauteur de leurs connaissances relevait jusque-là du parcours du combattant. Non, c'est l'idée d'aller en chercher d'autres hors de nos frontières qui paraît absurde.

Toute une partie du spectre politique revendique haut et fort la mise en œuvre d'une « préférence nationale », garantissant aux patients français la priorité en matière de soins. Mais osera-t-on vraiment refuser à des étrangers l'accès à

l'intégralité de notre système de santé... si ce dernier repose sur des médecins que l'on aura sciemment recrutés dans un autre pays – dans le leur, peut-être ? Mais surtout, surtout, osera-t-on vraiment aller chercher des médecins ailleurs alors que nous n'aurons pas tout fait ici pour lutter contre les déserts médicaux ?

Depuis des années, le gouvernement martèle que la France serait dépeuplée en matière de blouses blanches et brandit cet argument pour rejeter en bloc la régulation de leur installation qui, selon lui, ne ferait que « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». Va-t-on déshabiller l'étranger pour habiller le Français ? Certes, l'Hexagone manque de médecins. Le stock actuel est insuffisant par rapport à nos besoins, et le sera pendant encore cinq à dix ans, le temps d'en former de nouveaux. Mais la désertification médicale est autant un problème de nombre de médecins que de répartition.

Plutôt que de grossir les rangs, il devient donc urgent d'organiser les troupes. Mais lancer la pêche aux médecins étrangers permet au gouvernement de ne pas froisser les représentants de la profession opposés à la régulation de l'installation. Moins efficace, mais plus simple ! ■ MARGOT BRUNET

## IL A OSÉ LE DIRE

« Jamais on n'a fait... »

**CHRISTOPHE BÉCHU**, ministre de la Transition écologique, RTL, le 4 février 2024.

## PRENONS-LES AU MOT

### HYPER HYPERBOLES

**R**achida Dati : la prise de guerre de Macron », titrait *l'Express* le 12 janvier. La veille, c'était *l'Opinion* avec : « Rachida Dati, une sarkozyste cash, prise de guerre de la Macronie ». Sur son site, BFMTV décrivait ainsi la nouvelle ministre le 18 janvier : « L'ancienne opposante devenue prise de guerre ». Dans *le Figaro*, on pouvait lire : « Une prise de guerre qui a rendu "très heureux" le nouvel hôte de Maignon, invité du journal de TF1, ce jeudi 11 janvier. » La prétendue « prise de guerre », désignant à l'origine un « butin acquis pendant un conflit militaire », reprise en boucle dans les médias, a en grande partie éclipsé le débat sur sa faculté à occuper ce poste. Le domaine politique est souvent propice au champ lexical de la guerre (on parle régulièrement de « bataille de l'opinion », de « passe d'armes » lors d'un débat ou de « terrain miné » par les adversaires), mais c'est surtout la tendance à l'exagération qui interpelle. La nomination de Rachida Dati au gouvernement est certes un coup politique qui affaiblit davantage LR, mais on est loin d'une immense victoire aux allures de triomphe pour l'exécutif. Le règne de l'hyperbole dans les médias a fait apparaître également l'expression « urgence absolue », dont la récurrence permet mal de distinguer les situations dans lesquelles le « pronostic vital » serait « engagé » des simples situations d'urgence. Enfin, dans le domaine sportif, après l'invention de l'engagement à 110 puis à 120 %, on est désormais passé à 200 %. « En Coupe de France, les joueuses du MHSC devront être à 200 % pour réaliser un exploit à Lyon », titrait par exemple *Midi libre* le 14 janvier. Confessons qu'un journalisme qui se contenterait d'essayer d'être à 100 % nous conviendrait bien mieux. ■ SAMUEL PIQUET